

Déclarations de ministres

réflexion et que tout a été mis en œuvre pour bien cerner les secteurs de restriction.

Comme je viens de le mentionner, le ministre des Finances a annoncé hier une réduction de 500 millions de dollars des niveaux de dépenses de 1986-1987. Le Conseil du Trésor communique actuellement aux ministères les niveaux de dépenses réduits. Ces mesures de restriction seront toutefois assez souples pour ne pas nuire aux secteurs de la santé et de la sécurité, aux services au public et aux programmes destinés aux personnes défavorisées. C'est pour cette raison que les réductions varieront d'un ministère à l'autre pour atteindre en moyenne 2 p. 100 des dépenses votées.

La mise en œuvre de ces mesures n'a pas été facile, monsieur le Président. Le succès que nous avons connu jusqu'à maintenant témoigne de la détermination de tous mes collègues ainsi que de l'appui de nos cadres supérieurs dans la Fonction publique. Il nous faudra encore relever des défis alors que la gestion des dépenses continuera d'être une composante majeure de la stratégie du gouvernement visant à maîtriser le déficit.

• (1130)

[Traduction]

Nous comprenons que nous faisons porter un lourd fardeau à nos gestionnaires, qui répondent très bien à l'appel. Hier, le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé que cette année, aucune augmentation annuelle ordinaire de traitement ne sera accordée aux sous-ministres, aux sous-ministres adjoints ou au personnel politique de niveau équivalent. Pour les autres cadres, les hausses seront limitées à 2 p. 100 seulement. Nous avons jugé que cette mesure était essentielle pour démontrer le sérieux de notre position financière. Je suis heureux de signaler, cependant, que nous continuerons de récompenser le mérite chez nos cadres.

J'annoncerai sous peu une nouvelle initiative en ce qui a trait au traitement de nos cadres, une prime à la productivité, qui récompensera les gestionnaires et les ministères qui atteignent et dépassent leurs objectifs en matière de réduction des dépenses tout en réalisant leurs autres objectifs sur le plan des programmes et de la politique.

Des voix: Bravo!

M. de Cotret: On encourage maintenant des économies rationnelles grâce à un régime de récompenses. Nous avons l'intention de récompenser la bonne gestion comme cela ne s'est jamais fait dans la Fonction publique fédérale.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. de Cotret: Pour conclure, monsieur le Président, la bonne gestion et les réductions de dépenses rationnelles des derniers dix-huit mois ont produit des résultats sans précédent. Ce budget des dépenses témoigne de l'immense succès du gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie. Les efforts que nous continuons de déployer pour restreindre les dépenses et pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de la gestion confirment le ferme leadership du gouvernement actuel.

[Traduction]

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, cette intervention ne sera pas très longue, je puis vous en assurer. Je sais que vous limiterez certainement mon temps de

parole à celui du ministre. Je comprends pourquoi ses observations ont été aussi brèves. Sous un régime conservateur, les temps sont durs.

Des voix: Oh, oh!

M. Baker: Ce qu'il y a d'étonnant chez le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) et le ministre des Finances (M. Wilson), c'est le fait qu'ils cherchent d'une certaine façon à blâmer et punir les Canadiens pour un problème dont ils sont eux-mêmes la cause.

D'après les données officielles, depuis 17 mois, le gouvernement a réussi à accroître de 23 p. 100 la dette nationale. Ce sont là des chiffres exacts. D'une part, le ministre des Finances tourne en dérision le gouvernement précédent, et de l'autre il affirme que la dette est passée de 18 milliards, quand le gouvernement a accédé au pouvoir, à 26 milliards aujourd'hui. De toute évidence, nous avons là un gouvernement en proie à des contradictions.

Il y a quelques instants, le président du Conseil du Trésor a déclaré que désormais une prime à la productivité serait versée aux cadres qui économisent de l'argent au gouvernement fédéral. Bien qu'il ait négligé de le préciser, je suppose qu'il est question des dépenses qui ne sont pas fixes. Toutefois, par la même occasion, si ce ne sont pas ces dépenses qui sont visées, alors seront visés les employés contractuels et à temps partiel, et même la trésorerie fédérale en sera touchée car il faudra payer une prime dite de productivité pour faire économiser de l'argent au gouvernement. Cela en soi est absolument scandaleux.

Reprenons les faits: le fonctionnement du Bureau du premier ministre nécessitera encore la somme faramineuse de 6 millions de dollars. Je constate que les dépenses du Bureau du Conseil privé dépassent un million de dollars. Le gouvernement sanctionne d'une part ces dépenses extravagantes et annonce de l'autre aux Canadiens que leurs visites aux parcs nationaux devront se faire sans guide, car nous n'avons plus les moyens de payer leurs services. Ensuite, il nous apprend qu'il devra déboursier 900 millions de dollars pour fournir aux épargnants une garantie inexistante jusque-là. Mais en même temps, il profite des prévisions budgétaires pour supprimer les garanties offertes aux producteurs de matières premières. C'est cela que j'appelle un gouvernement plein de contradictions.

Ce gouvernement a procédé à plus de nominations politiques que tout autre; pourtant, il demande aux Canadiens d'approuver un programme de primes à l'intention des fonctionnaires qui économiseront de l'argent à la trésorerie fédérale. En résumé, ce budget et ces prévisions sont désastreux. Quand les Canadiens le comprendront enfin, ils seront furieux contre le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le budget qui a été soumis aujourd'hui à la Chambre semble destiné à adresser un message aux financiers et aux banquiers de Wall Street, de Bay Street et des marchés financiers du monde. Quel que soit son impact sur le monde des affaires, je crois qu'il prévient aussi les simples Canadiens et les familles canadiennes moyennes que c'est sur eux que le gouvernement a l'intention de faire peser tout le poids de la lutte contre le déficit.